

« Adaptons nos formations au développement durable »

Economie Sociale et Solidaire



1. **La formation : un axe fondamental de la démarche développement durable et croissance verte**
 - Quelques définitions pour se mettre d'accord
 - Processus mis en œuvre par l'OEC sur le volet Métiers/Emplois/Formations
2. **L'économie sociale et solidaire et les métiers de la croissance verte**
3. **Les tables rondes**

***La formation : un axe fondamental de la
démarche développement durable et
croissance verte***



1

La formation : un axe fondamental de la démarche développement durable et croissance verte

Quelques définitions pour se mettre d'accord



1.1

La croissance verte quelques définitions

Qu'est ce que la « croissance verte » ?

▪ La « croissance verte » est liée à l'évolution de nouvelles technologies et de nouveaux services qui vont nous permettre d'adopter des modes de vie, de consommation et de production plus sobres en ressources naturelles et faiblement émetteurs de carbone et de gaz à effet de serre.

3 groupes de filières repérées

- On peut classer les filières concernées en 3 groupes :
 - Les filières qui permettent d'économiser l'énergie : efficacité énergétique dans le bâtiment, les transports...
 - Les filières qui permettent de préserver les ressources naturelles en quantité et en qualité : dans le domaine de l'eau, le recyclage des déchets, l'utilisation de la biomasse pour la chimie, la construction...
 - Les filières qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre : capture et stockage de CO₂, énergies renouvelables...
- On peut y ajouter un quatrième groupe plus « transversal » qui comprend des filières qui peuvent jouer un rôle important en matière de sobriété et de carbone, si elles sont bien employées : les TIC et les nanotechnologies.

Source :
Le Grenelle de
l'environnement

Qu'est ce qu'un emploi de la croissance verte ?

C'est presque tous les emplois de notre économie qui sont concernés.

- **Les emplois de la croissance verte sont, par définition, ceux des filières qui portent la croissance verte.**
- La notion déborde largement celle des « emplois verts », pour englober **les emplois affectés dans leur développement ou leurs pratiques par l'application des dispositions du Grenelle de l'Environnement et de la Mer (du développement durable).**
- **On distingue :**
 - **Des métiers nouveaux**, plutôt rares, dans deux domaines essentiellement :
 1. ceux qui relèvent de la mesure, de la métrologie, de la labellisation et,
 2. ceux qui ont trait, à des métiers transversaux, d'assembler ou d'intégrateur DD, notamment dans l'immobilier (exemple : le chef de projet qui a une vision globale (multi-impacts environnementaux d'une construction).
 - **Des métiers « adaptés »** pour lesquels s'opèrent une **mutation** qui intègre les principes de développement durable et pour lesquels des besoins **notamment en termes de formation continue se font sentir.**

Source :

Le Grenelle de l'environnement

La croissance verte quelques définitions

11 filières prioritaires Sont concernées au niveau national :

transports,
automobile, énergies renouvelables, eau-assainissement-déchets-air, métiers du bâtiment, agriculture et forêts, systèmes éco-électriques, raffinage-carburants-chimie verte, tourisme, métiers de la mer, biodiversité-services écologiques.

Source :
Le Grenelle de l'environnement

Qu'est ce que le plan de mobilisation pour le développement des métiers de la croissance verte ?

- Le développement des métiers liés à la croissance verte s'appuie sur trois niveaux de mobilisation complémentaire :
 - **L'Etat se donne pour objectifs** : mieux identifier les métiers ; connaître les besoins de recrutement en quantité et en qualité ; faire connaître ces métiers et les promouvoir ; intégrer la croissance verte dans tous les programmes de formation et adapter les dispositifs de formation ; organiser les formations des enseignants et des formateurs aux métiers de la croissance verte ;
 - **les filières sont invitées** à s'impliquer en développant au sein même des entreprises les compétences liées au développement durable ; définissant des socles de compétence transférables ; faisant de la croissance verte un levier pour l'accès à l'emploi des publics en difficulté ; soutenant la création d'entreprises en lien avec les pôles de compétitivité
 - **les territoires** constituent des maillons indispensables de la mobilisation, en particulier les Régions. C'est pourquoi l'Etat propose aux régions volontaires, d'associer leurs efforts pour mieux mobiliser les territoires et articuler démarche nationale et démarche locale.

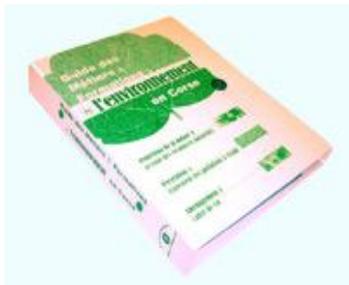
La formation : un axe fondamental de l'action engagée par l'OEC

Le processus mis en œuvre par l'OEC sur le volet Métiers/ Emplois/Formations



1.2

Une préoccupation permanente



▪ Avec le souci de mieux informer, l'Observatoire de l'environnement de la Corse a déjà publié un **guide des métiers de l'environnement** afin de faire le point sur l'état de l'emploi et de l'enseignement concernant l'environnement dans notre région

• Avec le souci d'accompagner l'émergence de nouveaux métiers comme par exemple celui de « **Valorisateur/trice du patrimoine** »



- Entre les métiers de la conservation et du tourisme, souvent de haut niveau de qualification, il est apparu qu'il y avait place pour des qualifications intermédiaires voire une logique d'insertion. C'est ainsi qu'est né, dans le cadre d'un projet européen (action innovante transnationale - FSE), le projet de « valorisateur/trice du patrimoine ».
- Ce **nouveau métier** prend en compte la dynamique territoriale créée par les sentiers du patrimoine initiées par l'OEC et se démarque des métiers traditionnels du tourisme ou de la conservation.
- **Le référentiel de formation** s'articule autour de l'acquisition de notions de base sur le patrimoine (connaissances historiques sur le bâti et les jardins, enjeux, réglementations, outils de valorisation du patrimoine, etc...), des compétences techniques de la restauration (bâti et végétal), et de la démarche projet permettant d'élaborer (ou contribuer à élaborer) des programmes pour la valorisation de sites patrimoniaux (formation, animation, développement activités économiques....).

Une ambition renforcée

▪ L'OEC souhaite en la matière notamment :

- Etablir un diagnostic **partagé** des métiers et besoins de formations en lien avec le développement durable et la croissance verte sur le territoire
- Associer et impliquer tous les acteurs concernés pour agir en synergie
- Suggérer un plan de formation permettant de répondre aux enjeux de la croissance verte et des publics cibles.
- Envisager les modes de communication les plus adaptés pour promouvoir les métiers, les débouchés professionnels, les cursus de formation.



Objectifs de l'axe 3 de la mission :

- Identifier les métiers
- Recueillir les besoins en formation
- Impliquer les acteurs
- Faire remonter les besoins
- Communiquer

Principes méthodologiques



Les **ateliers** réuniront les acteurs institutionnels, techniques, économiques et professionnels des filières concernées.

- L'identification des métiers et le recueil des besoins doivent passer par **l'implication des acteurs des différentes filières** présentes sur le territoire.
- A cet effet la démarche s'organise autour de **trois** collèges d'acteurs cohérents et de **5 ateliers** :
 - **Collège Entreprises** : 3 ateliers **Bâtiment et travaux public, transport, énergie, déchets / Tourisme / Agriculture et pêche**
 - **Collège Economie sociale et solidaire** : 1 atelier
 - **Collège Collectivités Territoriales** : 1 atelier
- **La durée de l'atelier** est de 1 ou 1/2 journée
- **Le lieu** : **Ajaccio, Bastia**
- **A l'issue de l'atelier**, des entretiens d'approfondissement individuels ou collectifs seront organisés avec des personnalités présentes dans ces ateliers (au total, une vingtaine d'entretiens seront menés)
- **La restitution des résultats** (synthèse des ateliers et des entretiens) sera effectuée devant l'ensemble des collèges (1/2 journée)

Le processus mis en œuvre par l'OEC sur le volet Métiers/Emplois/Formations

Les participants aux ateliers

Atelier 1 : Bâtiment et travaux public, énergie, transport, déchets	OPCA	Syndicats professionnels	Entreprises du secteur	Consulaire et autres structures ressources	Institutionnels
Atelier 2 : Tourisme	OPCA	Syndicats professionnels	Entreprises du secteur	Consulaires et autres structures ressources	Institutionnels
Atelier 3 : Agriculture et Pêche	OPCA	Syndicats professionnels	Entreprises du secteur	Consulaires et autres structures ressources	Institutionnels
Atelier 4 : Economie sociale et solidaire	OPCA	Syndicats professionnels	Associations, Mutuelles, Coopératives du secteur	CRESS et autres structures ressources	Institutionnels
Atelier 5 : Collectivités territoriales	Association des maires de Corse, 2A, 2B Collectivités territoriales			CNFPT	

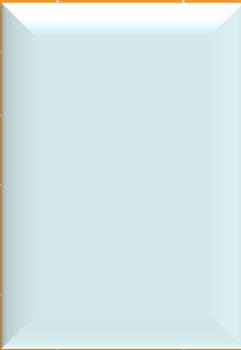
Pour chaque atelier, des entreprises, organismes et collectivités territoriales engagés dans une démarche Croissance Verte seront associés aux débats.

Le processus mis en œuvre par l'OEC sur le volet Métiers/Emplois/Formations

Planning (prévisionnel) des ateliers



Le respect de ce calendrier est dépendant de la disponibilité de nos interlocuteurs.

	janvier	février	mars			
Collectivités Territoriales						
Tourisme						
Economie sociale						
BTP, transport, énergie, déchets						
Agriculture et pêche						
Dates entretiens d'approfondissement						
Restitution des conclusions						

L'économie sociale et solidaire et la Croissance Verte



2

Ordre du jour de l'atelier du 20 mars 2012

✓ **9H30-10h** : Accueil des participants.

✓ **10h-10h15** : Présentation de la stratégie de mise en œuvre de la politique de développement durable et de croissance verte de l'Office de l'Environnement de la Corse.

✓ **10h15-10h30** : Présentation des métiers mutualistes et coopératifs et la croissance verte.

✓ **10H30-11h30** : Table ronde Mutuelles.

✓ **11h30-12h30** : Table ronde Coopératives.

✓ **12h30-14h** : Fin des tables rondes, suivi d'un déjeuner en commun

✓ **14h-14h15** : Présentation les métiers associatifs et la croissance verte.

✓ **14H15-15h15** : Table ronde Association et patrimoine Humain.

✓ **15h15-16h15** : Table ronde Association et patrimoine naturel et culturel

✓ **16h15-16h30 Synthèse & conclusion**

Tables rondes : *présentation, par les acteurs de la filière, des enjeux emploi/formation de la filière et expression des besoins de formation identifiés sur le territoire en ce qui concerne la Croissance Verte (qualifiante, professionnelle ...)*

Livrables attendus :

- *Liste des besoins non-couverts sur le territoire*
- *Liste des formations prioritaires à implanter*

Participants à l'atelier du 20 mars 2012

Atelier 4 :					
Economie sociale et solidaire	UNIFORMATION, UNIFAF, AGEFOS PME	USGERES	Mutuelle familiale de Corse, MACIF, MGEN, FRCA, SCOP Petra Patrimonia, Scop maritime de lamanage, Coop CDE SAP, FALEPA, CROS, PEP2B, TOURISTRA, Equiloisir, Filu d'amparera Centru culturale Voce	Chambre Régionale Economie Sociale et Solidaire, Université, MDE Sud Corse, MDE Pays Ajaccien, MDE milieu rural Haute Corse, CSJCS	DREAL ADEC, DRJSCS, OEC, CTC , DIRECCTE,

Cette vision de l'**économie** s'inscrit dans les **principes du développement durable** : elle se veut **sociale et solidaire**, et replace l'humain au cœur des préoccupations économiques.

En Corse

- + de 1000 établissements employeurs,
- 8500 emplois,
- 2300 associations employeuses
- Une centaine de coopératives

Les activités économiques sont un moyen au service d'un projet sociétal.

Les approches du développement durable et de l'économie sociale et solidaire **se rejoignent** concrètement sur de nombreux points :

- la recherche d'une **performance qui ne soit pas qu'économique**.
- le souci d'une gouvernance **qui ne soit pas centrée sur les actionnaires**.
- le **souci des plus démunis** : l'économie sociale et solidaire est très active dans la lutte contre les exclusions.
- la participation à des **politiques territoriales responsables** : « Agendas 21 » locaux, politiques territoriales en faveur de l'économie sociale et solidaire (notamment au niveau des Régions).
- des **filières d'activités** liées au développement durable : commerce équitable, agriculture biologique, énergies renouvelables, éco-construction, « transports doux », DEEE, recyclage, tourisme solidaire, logiciels libres, etc.
- l'implication dans une **commande publique responsable** qui intègre de plus en plus de causes sociales et écologiques et favorise ainsi des entreprises de l'économie sociale et solidaire notamment dans le champ de l'insertion par l'activité économique.



© zoom

L'état de l'offre de formation

- Des initiatives régionales comme par exemple :
 - La politique régionale de cohésion économique et territoriale adoptée par l'Assemblée Corse le 18/12/2008 et piloté par l'ADEC
 - Le Plan de cohésion sociale économique et solidaire Cors'Eco Solidaire du 31 mars 2011 doté de 5,6 md'€ sur 3 ans.
 - Le Plan régional de développement de l'économie solidaire en Bourgogne
- Des formations universitaires comme par exemple :
 - Master management durable de l'économie sociale et du développement solidaire (ISEAM), Master économie sociale et solidaire (Lyon 2), Master ingénierie de projets en économie sociale (université de Haute Alsace)
- La CRESS
 - Propose des annuaires régionaux des formations disponibles en économie sociale et solidaire (Limousin, Rhône Alpes...)
 - Conçoit des offres de formation gratuites et adaptées pour les bénévoles et salariés comme la **CRESS CORSICA** (Communication, Entreprendre en ESS, Bureautique, Gestion administrative et financière des structures de l'ESS, Management et gestion des ressources humaines)
 - S'investit dans des projets comme les EDEC (la CRESS Corsica)
 - **Mais ne met pas en œuvre une action repérable, coordonnée nationalement** dans le domaine des formations au développement durable ni dans la promotion des métiers verts. Les initiatives spécifiques (peu nombreuses) se prennent en région.

Entreprendre Autrement
Accord Cadre Régional pour le Développement de l'Emploi et des **Compétences** dans le secteur de l'**Économie Sociale et Solidaire** en région **Corse**

« L'ESS, source d'emploi et de développement territorial »



Financé par la DIRECCTE, Uniformation, CDVA, DRJSCS

Tables rondes - Les structures de l'économie sociale et solidaire et la croissance verte

LES COOPÉRATIVES, DES ENTREPRISES POUR UN MONDE MEILLEUR



3

« Adaptons nos formations au développement durable »

Economie Sociale et Solidaire

Table ronde : Mutuelles d'assurance et de santé



Les mutuelles s'inscrivent par essence dans le développement durable et sa dimension sociale

• Régie par le Code de la mutualité, une mutuelle santé se distingue d'une compagnie **d'assurance** sur plusieurs points :

Les mutuelles peuvent aussi gérer des réalisations sanitaires et sociales.

- **La gouvernance** : le fonctionnement interne est égalitaire, il n'est pas lié à l'apport de capital : chaque adhérent possède une voix dans les délibérations ;
- les **fonds propres** varient selon les cotisations ;
- **le but non lucratif** : tout excédent est réparti au sein de la mutuelle entre les membres ;
- **les cotisations sont indépendantes du risque individuel de l'adhérent** : il n'existe pas de sélection selon l'état de santé de l'adhérent (le questionnaire médical est interdit). Cependant, le risque est parfois partiellement maîtrisé par la catégorisation de la mutuelle (mutuelle d'enseignants, de cadres, d'étudiants, etc.) ;

S'engager dans le développement durable et la croissance verte pour une mutuelle c'est par exemple :

Au-delà du modèle social....

- **Promouvoir la santé** en sensibilisant les hommes et les femmes aux déterminants de la santé, de prévenir les maladies et d'éduquer biens-portants et malades aux bonnes pratiques.
- **Promouvoir la sécurité des personnes et des biens** en informant et formant
- **Agir en faveur de l'éducation populaire** afin de faire comprendre les enjeux du développement durable
- Mettre en place une politique de **Responsabilité Sociale de l'Entreprise** envers ses salariés, envers l'environnement au travers par exemple de ses investissements, envers ses mutualistes.

Allez plus loin ensemble : les objectifs de l'atelier et des entretiens d'approfondissement

- Poser les enjeux en terme de formation au développement durable dans le secteur des mutuelles d'assurance et santé en Corse
- Mieux intégrer et prendre en compte l'offre de formation proposée par les acteurs compétents en matière de formation professionnelle
- Evaluer les besoins actuels non couverts et envisager des offres nouvelles
- Faire partager les objectifs stratégiques de l'OEC en matière de développement durable afin de les traduire en axes de formations potentiels
- Déterminer la fiche SWOT du secteur :

Faire évoluer l'offre de formation dans le secteur

Forces : •	Faiblesses : •
Opportunités : •	Menaces : •

« Adaptons nos formations au développement durable »

Economie Sociale et Solidaire

Table ronde : Les coopératives



Les coopératives

la Fédération Régionale des Coopératives Agricoles (FRCA), regroupe 30 coopératives. Son objet : représentation, défense, promotion, conseil, développement...

- Les **Coop Agricoles** ont su mettre en place des organisations et des systèmes de gouvernance qui ont permis à ces entreprises de s'intégrer pleinement dans l'économie de marché. Elles ont su innover, anticiper de nouveaux besoins et sont particulièrement compétitives. **Les enjeux** : l'engagement de nos coopératives sur le plan de la gestion des intrants, de l'économie de l'énergie, de la biodiversité, de la certification (Agri Confiance qualité et environnement ...). En Corse, elles représentent 90 % des coopératives.

- Les **SCOP du bâtiment** sont porteuses d'une éthique économique et sociale forte qui les rend particulièrement sensibles au développement durable par les valeurs de partage, de respect, d'entraide et de solidarité, qu'elles mettent en avant. La politique engagée en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) par la Fédération des SCOP du BTP vise à inscrire les Coopératives dans la pérennité et le développement de l'activité et de l'emploi, tout autant que dans l'accompagnement des mutations sociales et environnementales en cours (éco construction...)



Les coopératives



- **Les services à la Personne** désignent l'ensemble des services effectués à domicile chez un particulier, et qui contribuent à simplifier la vie quotidienne. Le secteur englobe une vingtaine d'activités liées à : l'aide à la vie quotidienne, l'aide à la famille, l'aide aux personnes dépendantes (personnes âgées, handicapées). Il est très dynamique, les offres d'emploi sont nombreuses. Le vieillissement de la population, le changement des modes de vie (femmes au travail, aspiration à un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle, ...), le fort taux de natalité, ont également participé à ce développement. **Enjeux** : utilisation des produits à faible impact environnemental, gestion des déchets., qualité alimentaire, relations humaines...
- **Le lamaneur** assure l'ensemble des opérations d'amarrage et de démarrage des navires en escale dans un port. **C'est un marin spécialisé.** Amarrage, largage, déplacement du navire dans le port ou le long d'un quai à l'aide des amarres, tels sont les missions du lamaneur. Il connaît particulièrement l'entrée d'un port, d'une baie ou d'une rade et peut ainsi guider et assister les bâtiments dès leur entrée ou à leur sortie. **Enjeux** : pollutions marines, sensibilisation « Port propre »...

Allez plus loin ensemble : les objectifs de l'atelier et des entretiens d'approfondissement

Faire évoluer l'offre de formation dans le secteur

- Poser les enjeux en terme de formation au développement durable dans le secteur de s coopératives en Corse
- Mieux intégrer et prendre en compte l'offre de formation proposée par les acteurs compétents en matière de formation professionnelle
- Evaluer les besoins actuels non couverts et envisager des offres nouvelles
- Faire partager les objectifs stratégiques de l'OEC en matière de développement durable afin de les traduire en axes de formations potentiels
- Déterminer la fiche SWOT du secteur :

Forces : •	Faiblesses : •
Opportunités : •	Menaces : •

« Adaptons nos formations au développement durable »

Economie Sociale et Solidaire

Table ronde : Les associations et le patrimoine humain



Le patrimoine humain



- **Les services à la Personne** désignent l'ensemble des services effectués à domicile chez un particulier, et qui contribuent à simplifier la vie quotidienne. Le secteur englobe une vingtaine d'activités liées à : l'aide à la vie quotidienne, l'aide à la famille, l'aide aux personnes dépendantes (personnes âgées, handicapées). Il est très dynamique, les offres d'emploi sont nombreuses. Le vieillissement de la population, le changement des modes de vie (femmes au travail, aspiration à un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle, ...), le fort taux de natalité, ont également participé à ce développement.

Enjeux : utilisation des produits à faible impact environnemental, gestion des déchets., qualité alimentaire, relations humaines...

- **Les métiers du sanitaire et du social** sont multiples, tous ont pour objectif de faire progresser la qualité de vie. **Dans le domaine de la santé**, les professionnels préparent, soignent, appareillent, réhabilitent et rééduquent les patients. **Dans le domaine social**, ils assurent une présence sur le terrain aux côtés des populations qui, confrontées à des difficultés de tout ordre, ont besoin d'une aide ponctuelle ou durable pour recouvrer ou préserver leur autonomie.

Enjeux : utilisation de produits à faible impact environnemental, tri, relation patient / malade

Le patrimoine humain



- **Les métiers du sport emploient en France**, près de 200.000 personnes, dont un tiers pour la fonction publique. Le nombre de salariés est en constante progression. Le ministère des Sports met en place des formations et délivre les diplômes d'État, en **Corse l'offre de formation** est la suivante : BPJEPS spécialité : « activités équestres », mention : « équitation » ; « activités équestres », mention : « tourisme équestre » ; « activités physiques pour tous » ; « loisirs tout public » ; « aquatique et de la natation » ; « sports collectifs » , mention « Handball et football ». La CTC et l'Etat, par l'intermédiaire de l'OEC et de la DREAL animent un **espace de rencontre et de travail dans le cadre de la stratégie nationale du développement durable du sport**.
- **Les SIAE (ACI, AI, EI, ETTI...)** : l'entretien des sites naturels, les jardins d'insertion, le tri sélectif, les travaux forestiers... autant d'activités qui participent à l'insertion par l'activité économique du public en difficulté. Les structures d'insertion par l'activité économique, accompagne les bénéficiaires dans l'acquisition des gestes professionnels mais aussi à l'apprentissage de la vie sociale, à la sauvegarde de l'environnement.

Allez plus loin ensemble : les objectifs de l'atelier et des entretiens d'approfondissement

Faire évoluer l'offre de formation dans le secteur

- Poser les enjeux en terme de formation au développement durable dans le domaine du patrimoine humain en Corse
- Mieux intégrer et prendre en compte l'offre de formation proposée par les acteurs compétents en matière de formation professionnelle
- Evaluer les besoins actuels non couverts et envisager des offres nouvelles
- Faire partager les objectifs stratégiques de l'OEC en matière de développement durable afin de les traduire en axes de formations potentiels
- Déterminer la fiche SWOT du secteur :

Forces : •	Faiblesses : •
Opportunités : •	Menaces : •

« Adaptons nos formations au développement durable »

Economie Sociale et Solidaire

Table ronde : Les associations et le patrimoine naturel et culturel



Le patrimoine est un héritage, de lieux, de traditions, de langages, de paysages, de gastronomie, de croisements de populations..., autant de critères qui définissent les traits propres d'une société, et font sens pour les individus qui la composent.

C'est aussi une transmission.

Il peut enfin être transformation, car nos gestes, nos actions influent sur la destination de ce patrimoine., voire sa représentation.

Le patrimoine naturel

- **De nombreuses associations agissent afin de préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel.**
- Il existe dans ce secteur des référentiels métiers nombreux et précis. Souvent relevant de la fonction publique territoriale :
 - Agent technique des parcs nationaux,
 - Agent chargé chargé de protection et de sauvegarde du patrimoine naturel ,
 - Eco garde, Garde de parc naturel,
 - Garde du littoral, Garde forestier / forestière , Garde moniteur de parc national , Garde moniteur de parc naturel,
 - Garde national de la chasse et de la faune sauvage , Garde technicien de réserve naturelle,
 - Garde-chasse , Garde-pêche , Garde-rivière ,
 - Technicien de rivière .

Le patrimoine culturel



- **De nombreuses associations artistiques et culturelles** mettent en valeur les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés que les communautés, les groupes et les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.
- Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et leur histoire et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine.
- **Enjeux** : animation culturelle, transmission, sensibilisation, labellisation, valorisation...

Tourisme social et activités de pleine nature



- **Le tourisme social** dans les microrégions où de grosses structures d'hébergement, type villages de vacances ou gîtes de comités d'entreprises, sont implantées, les retombées en termes d'économie et d'emploi sont loin d'être négligeables. Absorbant environ 6 % du nombre de séjours et 7 % des nuitées touristiques sur l'ensemble de la saison, les quelque 20 établissements existant dans l'île emploient du personnel local à 80 %. Les conditions d'emploi des salariés sont souvent avantageuses même si le salaire de base est parfois moins « attractif » que dans d'autres structures du tourisme, ce qui explique que les effectifs restent généralement stables. **Enjeux** : tourisme durable
- Les **activités de pleine nature** sont présentes dans toute la Corse de Bastia à Bonifacio en passant par Ajaccio, de Calvi à Ile Rousse, d'Aléria à Corte, de Moriani à Ghisonaccia, de la montagne à la mer. Baignade, spéléo, escalade, via ferrata, canoë-kayak, randonnée pédestre, parapentes... attirent de plus en plus de touristes. **Enjeux** : relation, Pratique s/ Protection

Allez plus loin ensemble : les objectifs de l'atelier et des entretiens d'approfondissement

Faire évoluer l'offre de formation dans le secteur

- Poser les enjeux en terme de formation au développement durable dans le domaine du patrimoine naturel et culturel en Corse
- Mieux intégrer et prendre en compte l'offre de formation proposée par les acteurs compétents en matière de formation professionnelle
- Evaluer les besoins actuels non couverts et envisager des offres nouvelles
- Faire partager les objectifs stratégiques de l'OEC en matière de développement durable afin de les traduire en axes de formations potentiels
- Déterminer la fiche SWOT du secteur :

Forces : •	Faiblesses : •
Opportunités : •	Menaces : •



Merci de votre attention

